



FS



Fédération Syndicale Unitaire

Section départementale du Var

Bourse du travail

13, Avenue Amiral Collet

83000 Toulon

Téléphone : 04 94 93 04 40

Télécopie : 09 70 60 20 27

Mobile : 06 07 85 66 30

Adresse électronique : fsu83@fsu.fr

CTSD du 19 mars 2021

Ce sont plus de 100 000 enseignant.es qui étaient en grève le 26 janvier dernier pour porter leurs attentes et leurs demandes concernant la gestion de la crise sanitaire, les moyens nécessaires pour garantir partout à toutes et tous un service public de qualité, la revalorisation salariale « historique » toujours promise mais jamais concrétisée ou encore la politique éducative autoritaire poursuivie qui ignore l'expertise enseignante et creuse davantage les inégalités.

Depuis, sur le volet sanitaire, alors que les contaminations continuent de progresser et que le variant anglais, plus contagieux, devient majoritaire, le gouvernement tergiverse et les possibilités vaccinales restent très faibles. Pour éviter un reconfinement généralisé, il s'agirait dorénavant de « tenir 4 à 6 semaines » via une « stratégie locale » décidée « au jour le jour ». Concernant l'Éducation Nationale, le déni de la réalité est permanent et l'improvisation récurrente. Alors que les voyants sont au rouge, la vaccination des enseignant.es qui devait intervenir en mars selon le ministre de l'éducation nationale, est renvoyée sur le lent tempo général déterminé pour l'ensemble de la population, sans priorité pour les personnels.

Devant la gravité de la situation, le ministère ne prévoit d'autre mesure qu'une campagne de tests ciblée sur un panel d'écoles. Suite à nos diverses interventions et initiatives, le ministère a précisé que les tests devaient être pratiqués par des professionnels et non par les enseignant.es comme cela avait pu se faire dans plusieurs départements. Reste à régler toutefois la supervision de la passation, le volume de tests et la pertinence scientifique des écoles ciblées.

La FSU avec la FCPE et le collectif « école et familles oubliées » demandent publiquement des mesures d'urgence et une stratégie globale contre le Covid 19 en milieu scolaire. Et dans ce contexte où le ministère est fragilisé sur la légitimité évidente de la question de la vaccination, le lancement d'une vaste campagne pour obtenir une vaccination prioritaire des personnels des écoles s'impose.

Le contexte sanitaire met l'école en péril. Dans le même temps, les cartes scolaires départementales révèlent le manque criant de moyens pour assurer les remplacements, répondre à la fragilisation des élèves, assurer l'ensemble des apprentissages et au-delà mettre en œuvre une politique éducative qui soit celle de la réussite de toutes et de tous, notamment pour les enfants des familles populaires. Et que dire de l'orientation prise par le gouvernement sur la formation des enseignant.es. C'est inacceptable et la FSU dénonce avec force cette situation.

Si la question des moyens est mise en avant actuellement, il nous faut continuer de développer l'ensemble de notre plan d'urgence pour l'école. Le ministre ne peut faire oublier l'absence de tout embryon de loi de programmation pluriannuelle sur les salaires. La question du pouvoir d'achat reste prégnante. La FSU travaille actuellement à des perspectives de mobilisation, à la suite du 26 janvier et du 4 février. Dans la Fonction Publique, CGT, FSU et FA proposent à l'ensemble des fédérations de fonctionnaires une journée d'action le 6 avril prochain pour interpeller sur les besoins des services publics et l'arrêt du gel du point d'indice.

Une intersyndicale FSU, CGT, SGEN, UNSA, SNALC, SUD, s'est adressée au ministre pour dénoncer la dégradation des conditions de travail des AESH et exiger l'ouverture en urgence de négociations salariales et de discussions pour une reconnaissance du métier d'AESH. Ces organisations syndicales demandent que soit mis à l'ordre du jour du prochain CTMEN la présentation d'un bilan, attendu depuis des mois, des premières phases de la mise en œuvre des PIAL.

La FSU sera mobilisée avec les personnels le 8 avril afin de soutenir ces revendications, et nous appelons à un rassemblement ce jour là à 10h30 devant l'inspection académique.

Concernant le 2nd degré, les enseignants ont eu la confirmation, au travers de la dotation globale horaire, de l'intérêt que porte ce gouvernement à l'éducation de sa jeunesse et aux conditions de travail des élèves et des enseignants. Nous l'avons déjà dit lors du CTSD précédent, cette dotation départementale est scandaleuse. Cela se concrétise par des mesures de carte scolaire et des compléments de service et en même temps, expression chère à la « macronie », on impose des heures supplémentaires à des collègues. Non l'augmentation des heures supplémentaires ne compense pas la baisse de la dotation en heures postes. Cela a juste eu pour effet de bonder les classes. Même la crise sanitaire et les conditions d'enseignement dégradées n'auront empêché cette logique de réduction de postes dans l'Éducation Nationale. Avec une augmentation des effectifs prévue dans le second degré de 705 élèves, la déclinaison départementale de cette politique conduit à la suppression de 29 postes ! C'est inacceptable.

Certains chefs d'établissement ont continué de refuser de présenter les répartitions des moyens par disciplines, privant les représentants élus de tout amendement ce qui est contraire à l'article R 421-2 du code de l'éducation. On ne peut se contenter de présenter au vote les créations/suppressions de postes et les compléments de service alors que ces demandes sont pour partie la conséquence de l'emploi de la DGH ! Mais certains chefs d'établissement ont même décidé de ne pas faire voter les créations/suppressions de postes ou même de modifier une décision du CA ! Nous vous demandons, monsieur le DASEN, d'annuler les suppressions de postes non votées et de faire respecter les décisions des conseils d'administrations.

Pour conclure, les discours ronflants de notre ministre destinés à l'opinion publique sonnent bien creux auprès des personnels de l'éducation nationale et se heurtent à la réalité de ces actes. La FSU a réclamé une enveloppe budgétaire supplémentaire pour le second degré afin d'améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants.

L'Éducation Nationale est loin de réduire les inégalités entre les élèves et de proposer une Éducation Nationale Ambitieuse où tous les élèves ont les moyens de réussir. La **FSU sera aux côtés des collègues et parents d'élèves en lutte afin d'obtenir une rentrée plus sereine**. C'est incontournable, le gouvernement doit revoir sa copie !